

Para ver **la otra cara de** (*l'autre visage de*) la **recuperación** (*reprise*) económica

En Espagne, les squats de la crise

LE MONDE ECONOMIE | 21.03.2017 | Par Sandrine Morel (Madrid, correspondance)

C'est un de ces lotissements fantômes hérités de l'explosion de la bulle immobilière de 2008, comme il y en a tant en Espagne. Une rangée de belles maisons presque terminées et des dizaines d'autres, **squelettes de béton** (*esqueletos de hormigón*) couverts de **tags** (*pintadas*), sur une route en terre à la fin de la rue Fuente Elvira de Colmenarejo, à **une cinquantaine** (*unos 50*) de kilomètres de Madrid.

Au début de la crise, le promoteur **a fait faillite** (*estar en quiebra*) et son projet immobilier a été jugé illégal. Un classique de l'Espagne post-bulle, qui compte encore 340 000 **logements** (*viviendas*) neufs vides. Et plus de trois millions si on y ajoute ceux qui ne sont pas neufs...

Sergio Rojas, 46 ans, divorcé, père de deux enfants de 10 et 13 ans, **squatte là** (*okupa un piso allí*) **depuis** (*desde hace*) **cinq ans**. Dans une maison affichée à l'époque à 700 000 euros, mais sans eau ni électricité. « Avant la crise, j'étais chef d'équipe dans une entreprise de logistique. J'avais un bon salaire, je payais un **loyer** (*alquiler*) de 700 euros **par mois** (*al mes*) à (*en*) Madrid et je **partais en vacances** (*irse de vacaciones*) », explique-t-il dans son grand salon à peine meublé, où des jouets sont empilés dans un coin. En 2012, il **a été licencié** (*ser despedido*). Avant que les huissiers ne viennent le mettre à la porte, « question de fierté », il est venu dans ce coin oublié poser ses maigres bagages.

« Okupaciones »

« J'ai eu des petits boulots de quelques heures par jour. Mais pas de quoi payer un loyer », se justifie-t-il. Alors il reste. Pour se laver, il recycle l'eau de pluie. Pour boire et cuisiner, il va à la fontaine. Il y a deux ans, il a installé des panneaux solaires, comme sa dizaine de voisins squatters aux profils variés : une famille avec enfant, un couple de quinquagénaires, des hommes séparés, une femme seule, deux groupes de jeunes punks... En face de chez lui vit l'homme qui avait été embauché pour surveiller le lotissement pendant les travaux. Licencié, il est resté sur place, squatter lui aussi.

Combien sont-ils à squatter des immeubles entiers des quartiers populaires de Madrid, Barcelone, Valence ou Cadix, jamais vendus ? Combien, à vivre illégalement dans des maisons **inachevées** (*sin acabar*) de lotissements abandonnés pour cause de **faillite** (*quiebra*) des promoteurs ? Ou à habiter, sans droits, dans les milliers d'appartements vides **appartenant** (*que pertenecen*) aux banques qui les ont **saisis** (*embargar*) pendant la crise ? Mais aussi dans des logements sociaux ou des habitations de particuliers après en avoir forcé la porte ?

Il n'existe aucun chiffre (*2 constructions pour la négation : no existe ninguna cifra/ninguna cifra existe*) officiel en Espagne. Mais suffisamment d'indicateurs pour savoir que le nombre d'« okupaciones », comme on dit ici, **a explosé** (*se ha disparado*) avec la crise. **A tel point que** (*hasta tal punto que + indicatif -aprobó- car action réalisée ici*), le 14 mars, le Parlement espagnol a approuvé une proposition de loi du Parti démocrate européen catalan (PDECat, droite nationaliste) visant à accélérer les procédures d'**expulsion** (*desahucio*) des logements **squattés** (*okupados*). « L'occupation illégale ne

peut pas être une forme établie et tolérée d'accès au logement », souligne le texte voté par les partis de centre droit.

L'Institut national de statistiques (INE) donne une idée de l'ampleur du phénomène : le nombre de condamnations pour « usurpation », c'est-à-dire « utilisation d'un logement sans autorisation ou de manière violente », a été multiplié par six entre 2007 et 2015, passant de 519 à 3 278.

D'ailleurs, dans la capitale, fini les pancartes **se vende** ou **se alquila** (« à vendre » ou « à louer ») sur les façades des immeubles, **par crainte** (*por temor a*) d'attirer les squatters potentiels.

« Que croyait le gouvernement ? Qu'après leur expulsion, les gens allaient s'évaporer dans la nature ?, demande, ironique, Diego Sanz, membre de la Plate-forme des victimes de crédits immobiliers (PAH) de Vallecas, un quartier populaire de Madrid connu pour ses immeubles entiers de squats.

Quelque « 700 000 procédures d'expulsion immobilière ont été engagées » depuis 2008. Ce que M. Sanz résume, un peu abusivement, en ces termes : « Près de 700 000 familles ont perdu leur logement pendant la crise. Elles n'ont pas l'embarras du choix, puisque il n'y a quasiment pas de logements sociaux en Espagne : elles peuvent dormir dans la rue, s'installer chez leurs parents si elles en ont, émigrer, ce qu'ont fait pas mal de Latino-Américains arrivés pendant le boom, ou squatter, mais nous, nous préférons dire "récupérer" un logement... »

Au début du mouvement des « indignés », en 2011, la PAH menait une lutte active pour empêcher les expulsions immobilières qui avaient bondi avec la crise. Elle organisait des sit-in pacifiques pour entraver l'entrée des huissiers. Depuis l'approbation, en 2012, par le gouvernement d'un moratoire sur les expulsions immobilières des familles vulnérables, leur nombre a baissé, mais il reste conséquent : encore 21 000 en 2016, soit 30 % de moins qu'en 2015. La plate-forme citoyenne de Vallecas a d'ailleurs ajouté une corde à son arc en créant une structure d'aide à « l'occupation » de logements vides, l'Œuvre sociale. « La PAH a relogé 3 500 familles depuis 2013, affirme M. Sanz. Comme ce sont des logements appartenant aux banques, nous considérons que nous les avons largement payés en 2012, quand le secteur financier **a été sauvé** (*fue rescatado*). » Pour sauvegarder ses établissements financiers, l'Espagne avait alors demandé 40 milliards d'euros d'aide à l'Union européenne. De plus, ajoute M. Diaz avec conviction, « les banques ont été condamnées pour leurs pratiques et clauses abusives **en matière de** (*en materia de/ en lides de*) prêts immobiliers (*hipoteca, préstamos inmobiliarios*)... »

Dans un pays où il n'y a que 1,1 % de logements sociaux – contre 19 % en France selon Amnesty International – les « okupaciones » sont un véritable casse-tête pour l'administration. « La ville de Madrid ne dispose que de 6 500 logements sociaux, alors que nous avons 14 500 personnes sur liste d'attente, souligne Mme Higuera. Tous les jours, sont ordonnées entre huit et dix expulsions dans la ville, dont la majorité concernent des squatters. C'est un phénomène énorme. »

La mairie de Madrid, dirigée par la plate-forme citoyenne Ahora Madrid (Madrid maintenant), proche du parti de la gauche radicale Podemos, a pris une décision controversée : dans les immeubles qu'elle gère, elle a régularisé les squatters, **à condition que** (*con tal de que + subjonctif*) ce soient des familles vulnérables avec enfant (et elles le sont toutes), qu'elles ne soient pas « conflictuelles » et qu'elles y habitent depuis plus d'un an, pour ne pas provoquer un **effet d'appel** (*efecto llamada*).

A Barcelone, le problème est identique. Le Parti populaire (PP, droite) assure qu'il existe 1 065 appartements squattés, **dont 85 %** (*1065 pisos... entre los cuales el 85%*)

sont des logements vides appartenant aux banques, **soit** (*o sea*) une **augmentation** (*un aumento, un repunte, un incremento*) de 60 % en un an, qu'il attribue à la « permissivité » de la maire, Ada Colau. Cette ancienne activiste du droit au logement défend, comme à Madrid, le droit des squatters **dans le besoin** (*necesitados*) à être régularisés dans les appartements cédés à la municipalité par les banques en échange de loyers modérés.

En Espagne, en effet, la reprise s'est traduite par la création de 1,5 million d'emplois en trois ans, mais ils sont **trop souvent** (*demasiadas veces*) précaires et mal payés...

Para **descodificar** las razones de la escalada **independentista** en Cataluña y los **medios** para **contrabalancear** el **independentismo**.

Que représente la Catalogne en Espagne ?

Mathilde Damgé, lemonde.fr, 28/05/2015

C'est l'une des régions les plus puissantes et les plus riches d'Espagne. Avec 16 % de la population, les Catalans produisent environ 20 % de la richesse du pays. Un quart des exportations espagnoles sont parties de Catalogne en 2014.

Avec Barcelone, la Catalogne possède un des plus grands ports commerciaux de la Méditerranée, quatre aéroports internationaux, une industrie pharmaceutique compétitive, et abrite les **sièges** (*la sede*) de grandes multinationales, comme le géant du textile Mango. Le taux de chômage, certes élevé, **reste en deçà de** (*permanece por debajo de*) la moyenne nationale : il était au deuxième trimestre de 19,1 % de la population active, contre 22,4 % au niveau national.

Au niveau politique et administratif, la région a, comme les autres « communautés autonomes » (Andalousie, Canaries, Galice, etc.), son parlement et son gouvernement, qui s'occupent notamment de la santé, de l'éducation et des services sociaux. Elle dispose également de sa propre police.

En termes de racines culturelles, la Catalogne a aussi sa propre langue, le catalan, plus utilisé que l'espagnol (castillan), son hymne, Els Segadors (les moissonneurs) et son drapeau à rayures rouge et or, la Senyera.

Quelles sont les revendications des indépendantistes ?

Très endettée, à hauteur de près d'un tiers de son PIB, la région prétend qu'elle ne serait pas déficitaire (le déficit public ressortait à 2 % fin 2013) si le régime de redistribution espagnol, dans lequel les provinces riches donnent aux pauvres, fonctionnait davantage en sa faveur.

Aujourd'hui, la région gère environ la moitié des impôts, le pouvoir central **lève** (*recauda*) l'autre moitié. Ce que souhaitent les forces nationalistes, c'est adapter le système déjà en vigueur au Pays basque : gérer tous les impôts en créant une sorte de guichet unique régional puis verser à Madrid une quote-part en fonction des services rendus par l'Etat en Catalogne, ainsi qu'une contribution à la solidarité territoriale (avec les régions les moins riches).

Outre la question fiscale, les indépendantistes ont des revendications culturelles : ils militent ainsi contre la loi qui a instauré en 2012 l'utilisation du castillan dans les écoles – le ministre de l'éducation de l'époque, José Ignacio Wert, appelant même à « espagnoliser » les jeunes Catalans. Une déclaration qui avait réveillé de mauvais souvenirs chez ceux qui avaient connu la prise de la région par les franquistes pendant la guerre civile et la répression de l'identité catalane.

Est-ce qu'une sécession serait favorable à la région ?

La banque Natixis s'est penchée sur la question dans une analyse publiée il y a un an, et estime que Barcelone aurait ainsi beaucoup à perdre, énumérant : « Baisse de ses exportations avec l'application du tarif douanier commun et l'apparition de coûts de transactions, risque de relocalisation des entreprises installées en Catalogne qui souhaitent accéder au marché unique, réduction du montant des investissements directs étrangers (réalisés à 80 % par des entités européennes) »

Au niveau national, il serait risqué pour la Catalogne de se frotter à un boycott du pouvoir central : la moitié du commerce catalan se fait avec le reste de l'Espagne. Le gouvernement catalan a de son côté publié une note sur les « relations commerciales entre la Catalogne et l'Espagne », où il part d'hypothèses moins pessimistes et conclut à un impact de seulement 2 % sur le PIB local d'une baisse des exportations de la Catalogne vers l'Espagne.

Natixis note aussi que se pose la question du maintien de l'euro comme devise nationale, qui ajoute à l'incertitude quant à la viabilité d'un nouvel état catalan. Par ailleurs, la région reste fragile financièrement : elle ne peut pas se financer sur les marchés et n'a actuellement pour seule banque que Madrid.

Artur Mas, inhabilitado por desobedecer el 9-N

Elpais.com, 13/03/2017

Artur Mas se ha convertido este lunes en el primer presidente autonómico condenado por **desobedecer** (*désobéir*) una resolución judicial. El Tribunal Superior de Justicia de Cataluña (TSJC) ha impuesto a Mas la pena de dos años de **inhabilitación para ejercer cargos públicos por organizar** (*parce qu'il a organisé*) la **consulta independentista del 9 de noviembre de 2014 pese a que había sido prohibida por** (*bien qu'elle eût été interdite*) el Tribunal Constitucional. [...]

La sentencia, de 98 páginas, **otorga** (*concéder, accorder*) un papel central a Mas como "autor material" de la **desobediencia** (*désobéissance*). **Él fue quien convocó** (*formule emphatique : c'est lui qui a convoqué*) el "proceso de participación" del 9-N, que fue prohibido por el Constitucional el 4 de noviembre y en el que finalmente votaron 2,3 millones de catalanes. Mas tenía "perfecto conocimiento del contenido y los efectos" de la resolución —entre otras cosas, porque fue analizada por los servicios jurídicos de la Generalitat— y, **aun así** (*quand bien même, malgré cela*), "nada hizo" por detener la jornada de votación.

En opinión del Tribunal, el expresidente Artur Mas "hizo quebrar una regla básica e **imprescindible** (*indispensable*) para una **convivencia** (*cohabitation*) pacífica, la que pasa indefectiblemente por la sumisión de todos al imperio de la ley y al cumplimiento de las resoluciones judiciales". La sentencia recuerda que la causa del 9-N **no versa sobre** (*ne porte pas sur*) la convocatoria de un referéndum "ni tampoco sobre la **colocación** (*mise en place, installation*) de urnas, como interesadamente se ha querido hacer ver". "Se juzga", subrayan los jueces, "la desobediencia de una orden del Tribunal Constitucional".

Miles de personas se manifiestan en Barcelona contra la independencia

Cadenaser.es, 19/03/2017

Varios miles de personas convocadas por la plataforma Societat Civil Catalana (SCC) se manifiestan por el centro de Barcelona para hacer un llamamiento a "parar el golpe separatista" y a favor de "recuperar la libertad, la democracia y la convivencia en Cataluña".

La movilización organizada por la entidad contraria a la independencia de Cataluña ha partido poco después de las 12 del mediodía de la plaza Urquinaona y recorre el centro de Barcelona para acabar en la plaza Sant Jaume, donde se emplaza el Palau de la Generalitat, sede del gobierno catalán.

Los manifestantes, que portan muchas banderas españolas y algunas 'senyeras' catalanas y banderas europeas, corean (*scander*) consignas como 'No a la independencia, sí a la convivencia'; '¡Aturem el cop!'; 'Que no nos engañan, Cataluña es España' y 'Aquí estamos, nosotros no nos vamos'.

La UE pone fin al delirio separatista

Elmundo.es, 31/03/2017, ANTONIO PASTOR

Los líderes europeos echaron ayer un jarro de agua fría a los independentistas catalanes y otros separatistas que aspiran a aprovechar el descontento escocés con el Brexit para que la Unión Europea revise sus fronteras.

Por primera vez, Angela Merkel se comprometió en público y en presencia de Mariano Rajoy a (*s'engager à*) no reconocer ninguna secesión que se produzca (*qui se produirait/ qui pourrait se produire*) en territorio europeo.

Las palabras de la canciller se vieron reforzadas por el presidente del Consejo Europeo, Donald Tusk, que afirmó que lo verdaderamente patriótico es ser miembro de la UE y defender desde la unidad la soberanía nacional.

Este discurso representa la toma de postura (*prise de position*) más categórica de la UE contra el separatismo. La UE se posiciona ya sin tapujos (*sans ambages, sans détours, nettement*), con voz clara y alta, contra el independentismo europeo.

La declaración de la canciller alemana supone un importante espaldarazo (*soutien*) al Gobierno español en su estrategia por detener (*arrêter, contrer*) a los secesionistas de Cataluña. [...]

En su viaje a ninguna parte, el presidente catalán, Carles Puigdemont, se ha ido a EEUU para explicar "lo que está pasando en Cataluña". Allí no sólo no ha logrado cerrar ningún encuentro de alto nivel político. Tampoco ha conseguido que le reciban en el Instituto Tecnológico de Massachusetts (MIT). [...] Pese a los continuos intentos de manipulación y a la cada vez mayor asignación económica que el separatismo está dedicando a su causa, los apoyos a la secesión de Cataluña son cada vez menores. El barómetro presentado ayer por el Centro de Estudios de Opinión de la Generalitat revela que los catalanes contrarios a la independencia superan en cuatro puntos a (*dépassent de 4 points de pourcentage*) los partidarios (*partisans*). Es un dato relevante. Primero porque la brecha entre ambos ha aumentado desde diciembre en favor de quienes (*ceux qui*) quieren permanecer en España. Y también porque muestra un cambio de tendencia en la opinión pública que en los últimos años había derivado hacia posturas secesionistas.

Para ver **quiénes** son las fuerzas políticas que salen reforzadas de los **tumultos** políticos en España.

En Espagne, la droite rassemblée et Podemos divisé tiennent leurs congrès

LE MONDE | 11.02.2017 Par Sandrine Morel (Madrid, correspondance)

Le Parti populaire espagnol (PP, droite) de Mariano Rajoy et la formation de gauche radicale Podemos tiennent leur congrès le week-end des 11 et 12 février. Alors que le premier aborde, serein, un rassemblement qui symbolise le contrôle absolu du chef du gouvernement sur son parti, sans turbulences ni divisions majeures, le second se déchire dans une lutte fratricide qui menace d'emporter la formation. Décryptage.

Quel est l'enjeu du congrès national du PP ?

Le parti de droite n'abordera aucune question majeure lors de son rassemblement. Mariano Rajoy, pragmatique, a écarté les débats idéologiques **gênants** (*molestos, incómodos*), comme celui qu'avait voulu lancer la présidente de la région de Madrid, Cristina Cifuentes, représentante d'un centre-droit libéral, sur la **gestation pour autrui** (*maternidad de alquiler, maternidad por cuenta ajena*) (elle y est favorable) ; ou celui sur le droit à **l'avortement** (*aborto*), sur lequel les tenants d'un parti plus conservateur voudraient revenir. Dans ce contexte, le congrès sera une démonstration de force et d'unité autour de Mariano Rajoy, qui n'affrontera aucun opposant. Plus de 200 invités d'une soixantaine de pays viendront d'ailleurs voir de plus près le « miracle Rajoy », réélu en 2016 malgré les affaires de corruption qui touchent le PP, sa politique d'austérité et l'apparition de nouveaux partis, comme Podemos et le parti libéral centriste Ciudadanos. Ce dernier, qui menaçait de ravir des voix à la droite, est en voie de vampirisation par le PP, qui a obtenu son soutien pour gouverner.

Alors que l'Espagne affiche une croissance insolente – 3,2 % en 2016 – et un rythme soutenu de création d'emplois – certes de plus en plus précaires –, Mariano Rajoy se pose en garant de la stabilité du pays face à une gauche déchirée, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) se trouvant divisé et même décapité, dirigé par un cabinet **intérimaire** (*interino*), et Podemos se livrant à une guerre interne qui menace la continuité même de son projet. [...]

En Espagne, Pablo Iglesias impose à Podemos sa ligne radicale

Le Monde.fr | 13.02.2017 | Sandrine Morel

« Unité ! », a entonné la foule à la lecture des résultats, qui ont donné la majorité absolue à la liste de Pablo Iglesias au conseil citoyen – l'organe de direction – avec 50,8 % des suffrages, devant celle d'Iñigo Errejón (33,7 %). Et le professeur de sciences politiques de 38 ans a été réélu secrétaire général avec plus de 89 % des suffrages. « Unité et humilité », a-t-il enfin promis lors d'un discours sans joie promettant « l'opposition » au Parti populaire (PP, droite, au pouvoir) de Mariano Rajoy.

La réconciliation, cependant, sera difficile. Les **règlements de compte** (*ajustes de cuenta*) par médias et réseaux sociaux et les « purges » opérées récemment par M. Iglesias contre les « errejonistes » ont créé un profond ressentiment et une grande **méfiance** (*recelo*) entre les deux courants, qui s'opposent diamétralement sur la stratégie à adopter pour construire une majorité capable de gouverner.

Podemos a perdu l'enthousiasme et l'assurance de ses **débuts prometteurs** (*inicio prometedor*), en 2014 : quatre mois après sa naissance, la formation avait créé la surprise en obtenant 8 % des voix aux élections européennes, avant de prendre en 2015, avec des plates-formes citoyennes, des dizaines de **mairies** (*ayuntamientos*) **dont celles de Madrid** (*entre los cuales el de Madrid*) et de Barcelone, puis d'obtenir plus de 20 % des suffrages aux législatives. Depuis, la formation, incapable de se mettre d'accord avec les socialistes pour empêcher la réélection de Mariano Rajoy en 2016, ne parvient pas à freiner sa chute, alors que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) remonte dans les sondages.

Pour y remédier, Iñigo Errejón souhaitait « rassurer » ceux qui se sont sentis « trahis », en se montrant comme un « parti d'ordre », une force « transformatrice », « utile » au Parlement, en favorisant un dialogue constructif avec les socialistes pour « acculer Mariano Rajoy », qui gouverne en minorité. Pablo Iglesias, au contraire, **artisan** (*artífice de*) de l'alliance électorale avec les néocommunistes qui, en 2016, qui n'a pas empêché la coalition Unidos Podemos de perdre un million de voix par rapport au précédent scrutin, **parie sur** (*apuesta por*) un discours agressif pour « **faire peur aux** –*dar miedo a/ asustar a-* élites » et un réveil des mouvements sociaux pour éviter « l'institutionnalisation » du parti. Sa victoire risque de limiter les capacités de la gauche à ravir le pouvoir au Parti populaire, en éloignant la possibilité d'un accord Podemos-PSOE. De quoi faire dire au chroniqueur d'El País, Ruben Amon, que M. Rajoy « a remporté le congrès de Podemos. »

Pendant que (*mientras*) Podemos se déchirait, le chef du gouvernement Mariano Rajoy a été réélu samedi président du PP avec 95,7 % des suffrages, lors d'un congrès symbolisant l'unité de la droite, réinstallée au pouvoir malgré sa politique d'austérité, ses affaires de corruption et l'apparition du parti centriste Ciudadanos.

Amérique Latine : el **vuelco** (*virage*) autoritario de los gobiernos de izquierdas

Primera ilustración : la **cantada** (*course d'avance*) reelección de Daniel Ortega en la presidencia de Nicaragua en noviembre de 2016

Au Nicaragua, la tentation dynastique de Daniel Ortega

LE MONDE | 04.11.2016 | Par Frédéric Saliba (Managua (Nicaragua), envoyé spécial)

Chaque jour au Nicaragua, le journal télévisé de la quatrième chaîne est interrompu, à midi, par la voix chaude de Rosario Murillo. L'épouse du président Daniel Ortega s'adresse, par téléphone, au peuple. « Nous changeons le pays, portés par la main de Dieu », assure l'excentrique poétesse de 65 ans, qui se présente aux côtés de son mari, dimanche 6 novembre, à une élection présidentielle sans **concurrent** (*competidor*) ni observateur indépendant. [...]

A Managua, la capitale de ce pays centraméricain de six millions d'habitants, des dizaines d'« arbres de vie » bleus, verts ou jaunes, trônent sur les avenues et aux ronds-

points. Ces structures métalliques inspirées de Gustav Klimt, de 14 à 18 mètres de haut, portent la signature de Rosario Murillo, adepte du gourou indien Sai Baba (1926-2011). [...] Pour Maria Lopez Vigil, rédactrice en chef de la revue de sciences politiques Envio, « ces sculptures illustrent la soif pathologique de puissance d'un couple qui **s'est emparé de** (*apoderarse de*) tous les pouvoirs : politique, économique, médiatique, social ».

Sur la place de la Révolution, la **statue** (*la estatuta*) du héros national Augusto Sandino rappelle un passé glorieux. Rosario Murillo est la petite-nièce de ce guérillero assassiné en 1934, qui a donné son nom à la révolution de 1979 puis au régime marxiste qui a suivi. Son époux était l'un des leaders du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), qui **mit fin à** (*poner término a*) quarante-trois ans de **dictature** (*dictadura*) de la famille Somoza. Trente-sept ans plus tard, celui que les Nicaraguayens appellent avec affection « El Comandante » ou « Daniel » reste cloîtré dans sa demeure du quartier Reparto El Carmen, protégée par un imposant dispositif policier.

Ortega n'a pas donné de conférence de presse depuis son retour à la présidence en 2007, après une première décennie au pouvoir (1979-1990), puis seize ans dans l'opposition. Sa santé alimente les rumeurs. Il aurait fait deux infarctus et souffrirait d'un lupus, l'empêchant de s'exposer au soleil. Sa femme **est devenue** (*volverse : se ha vuelto*) **la voix et le visage** (*la voz y el rostro*) du **régime** (*el régimen*). « Rosario occupe 50 % de la présidence et Daniel 50 % », a même reconnu publiquement le président. [...]

Aujourd'hui, le gouvernement se déclare « **chrétien** -*cristiano*, socialiste et solidaire ». La devise n'a plus grand-chose à voir avec les idéaux des révolutionnaires sandinistes en lutte contre la corruption et le népotisme de Somoza.

Cet été, Daniel Ortega a rejeté la participation d'observateurs électoraux internationaux. Une **manœuvre judiciaire** (*maniobra judicial*) a **ensuite** (*luego*) retiré sa représentation légale au Parti libéral indépendant (PLI), à la tête de la coalition de l'opposition. Conséquence : vingt-huit députés du PLI ont vu leur mandat annulé. Les opposants ne peuvent plus présenter de candidats aux **scrutins** (*comicios*) présidentiel et législatif de dimanche. Seuls cinq partis satellites restent en lice. « Leur présence **confère** (*conferir : confiere*) une fausse **apparence** (*apariencia*) démocratique à l'élection », soupire Sofia Montenegro, directrice du Centre de recherche sur la communication, à Managua, qui dénonce « l'instauration d'une dictature familiale ».

Ce pouvoir bicéphale **fait la part belle à** (*favorecer*) sa descendance et à son cercle de **fidèles** (*fieles*). Quatre de leurs neuf enfants sont conseillers du gouvernement. La plupart tiennent des pans entiers de l'économie. Rafael, l'aîné, issu d'un précédent mariage de Rosario Murillo, gère les relations avec l'allié vénézuélien, dont les pétrodollars sont un pilier du régime : 580 millions de dollars, en moyenne, de 2008 à 2014, sous la forme de livraisons de pétrole, selon la Banque centrale. Managua, **censé** payer (que **se supone** ha de pagar) la moitié à la livraison et l'autre dans vingt-cinq ans, n'a jamais envoyé de cash à Caracas, mais plutôt des produits agricoles. Yadira Leets, l'épouse de Rafael Ortega Murillo, dirige la compagnie DNP, avec ses stations-service dans tout le pays. Une manne pour la famille, qui a investi partout, de l'hôtellerie à l'affichage, du bois à la sécurité. Mais son secteur de prédilection reste les médias. Seule une chaîne de télévision sur dix échappe à l'escarcelle du duopole formé avec le magnat mexicain, Angel Gonzalez.

Un tel pouvoir (*tal poder, semejante poder*) **entraîne** (*acarrear*) des abus. A l'image de leur fils Laureano, ténor amateur, qui s'offre le rôle principal dans des opéras de Puccini au Théâtre national de Managua. Il est aussi l'homme du président auprès du milliardaire chinois Wang Jing, détenteur de la concession du grand canal

interocéanique. « Ortega a privatisé les institutions et les deniers publics au bénéfice de son clan », constate l'économiste Adolfo José Acevedo Vogl.

Officiellement, le régime maintient un discours « anticapitaliste » et « anti-Yankee ». Mais, **en coulisses** (*entre bambalinas, entre bastidores*), le couple s'est allié au « grand capital ». Les Etats-Unis restent le premier partenaire du pays. Une telle contradiction ne choque pas José Adan Aguerrí, patron des patrons nicaraguayens : « Pour **faire du business** –*hacer negocios*-, nous avons besoin de –*necesitamos*- la stabilité permise par un régime qui affiche de bons résultats économiques. »

Selon la Banque mondiale, la croissance de l'économie **nicaraguayenne** (*nicaragüense*) a été de 4,9 % en 2015 et devrait se maintenir à 4,4 % en 2016. Sans compter des finances saines saluées par les organisations internationales, dont l'aide, destinée à financer des projets d'infrastructures, représente environ 250 millions de dollars par an.

C'est l'une des nombreuses **alliances contre nature** (*alianza contra natura*) **nouées** (*sellar*) par ce binôme politique que cimente un sordide drame familial. En 1998, Zoilamérica, fille de Rosario Murillo d'une précédente union, accuse Daniel Ortega de l'avoir violée depuis l'âge de 11 ans. « L'affaire aurait dû couler la carrière politique de Daniel », raconte Vilma Nuñez, ancienne avocate de Zoilamérica et présidente du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh). Mais Rosario a pris la défense de Daniel, traitant sa fille de « mythomane ». Depuis, il a une dette énorme envers elle. »

Pour regagner et conserver le pouvoir, le couple n'a ensuite reculé devant aucune volte-face. En 1999, Ortega passe un pacte d'impunité avec son concurrent, le président libéral Arnaldo Aleman (1997-2002), soupçonné de corruption. **L'immunité** (*la inmunidad*) de l'un **contre** (*a cambio de*) le silence sur la **plainte** (*la denuncia*) de Zoilamérica de l'autre.

Grâce à leur majorité au Parlement, les deux hommes font voter la diminution du plancher électoral – de 45 % à 35 % – pour une victoire dès le premier tour de l'élection présidentielle. Ils placent aussi leurs hommes à la tête des pouvoirs judiciaires et électoraux. En 2009, sous la nouvelle présidence d'Ortega, la Cour suprême annule la condamnation d'Aleman à vingt ans de prison.

Dans un pays très catholique, le couple présidentiel fait aussi alliance avec le cardinal Miguel Obando, qui les a mariés en 2005, après plus de vingt ans d'union libre. **En retour** (*a cambio*), l'interdiction de l'avortement, même thérapeutique, est votée l'année suivante. « Depuis, Ortega a coopté l'armée et la police, tout en faisant passer des réformes pour annuler l'interdiction de réélection », fustige le politologue Oscar René Vargas. Pour cet ancien guérillero, « le régime n'est plus "sandiniste", mais "**orteguiste** (*orteguista*)" ».

Malgré ces retournements idéologiques, **six électeurs sur dix** (*seis de cada diez electores*) devraient voter dimanche pour le ticket Ortega-Murillo, selon les **sondages** (*sondeo*). « Le président s'est construit une base électorale dans les quartiers **défavorisés** (*desfavorecido*), selon une logique **d'assistanat** (*asistencialismo*) », commente l'économiste Adolfo José Acevedo Vogl. A Managua, les **bidonvilles** (*villas miseria*) jouxtent des immeubles ultramodernes. Si l'éducation et la santé sont gratuites, quatre Nicaraguayens sur dix **restent au-dessous du seuil de pauvreté** (*quedan por debajo del umbral de la pobreza*) et 70 % de la population active travaille dans **l'économie informelle** (*economía informal, sumergida*).

« J'ai reçu dix plaques de zinc pour refaire mon **toit** –*tejado*», confie Roberto, **maçon** – *albañil*- de 41 ans, dans sa maison de bois et de **taule** –*chapa*- du quartier de Grenada, à l'est de Managua. Les pétrodollars vénézuéliens financent d'importants programmes

sociaux destinés aux plus démunis : distribution de nourriture, microcrédits, **allocations** (*susbsidios*) pour les bas revenus...

Vêtue d'un tee-shirt qui célèbre les trente-sept ans de la révolution, une représentante du comité local du pouvoir citoyen (CPC) passe de maison en maison pour recenser les besoins. « Si l'on ne soutient pas le régime, on n'a rien », déplore Luis, électricien à la retraite. « Ce maillage politique territorial assure un contrôle social efficace », souligne le journaliste Carlos Fernando Chamorro, qui dénonce « un stalinisme tropical ».

« Dans un pays où la culture démocratique n'a jamais eu le temps de s'imposer, Ortega **a remis au goût du jour** (*actualizar*) la figure du caudillo [chef] latino, qu'il avait pourtant combattu », commente Oscar René Vargas, qui prévoit que « le système finira par implorer ». Le manque de pluralisme, la concentration des pouvoirs et la corruption exacerbée avaient entraîné, en 1979, la chute de Somoza. **L'histoire se répétera-t-elle ?** (*¿Se repetirá la historia ? Inversion sujet-verbe dans les questions en espagnol*)

Daniel Ortega, el patriarca de Nicaragua

Elmundo.es 06/11/17 (fragmento)

El ya mandatario más longevo de la historia de Nicaragua, algo cansado y enfermo, llega a estas elecciones apoyado en su mujer y en su familia. Rosario será vicepresidenta, y sus hijos, todos empresarios de renombre en Nicaragua, seguirán controlando el país como años atrás su padre y sus compañeros lucharon para que dejarán de hacer los Somoza*.

**Los Somoza son una dinastía que influenció durante más de 43 años la política nicaraguaya, entre los años 1930 y 1980, antes de ser derrocada por el Frente Sandinista de Liberación Nacional, movimiento guerrillero comunista, del que Daniel Ortega era un miembro.*

Ortega-Murillo: un sulfureux tandem à la tête du Nicaragua

LE MONDE | 09.11.2016 à 07h50 | Par Ekaterina Dvinina

*Le président sortant, Daniel Ortega, **a remporté haut la main** (arrasó en) les élections générales, obtenant un quatrième mandat, avec cette fois sa femme comme vice-présidente. Des commentateurs **redoutent** (temer) l'instauration d'une dictature dynastique.*

Sans surprise, le président sortant du Nicaragua, Daniel Ortega, est arrivé largement en tête d'élections générales dimanche, obtenant son troisième mandat d'affilée (le quatrième en tout). Selon les résultats définitifs, « El Comandante », l'un des chefs de la guérilla ayant mené la révolution sandiniste en 1979, a remporté 72,5 % des suffrages, loin devant les 15 % de Maximino Rodríguez, avocat de 55 ans, du Parti libéral constitutionnaliste (PLC, droite). BBC

Son parti, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a également remporté environ **les deux tiers** –*las dos terceras partes*- des **sièges** –*escaños*- du Parlement lors de ce scrutin qui était également législatif. L'opposition de son côté a refusé de reconnaître

ces résultats, dénonçant une abstention supérieure à 70 %, bien plus que le chiffre officiel de 31,8 %.

Mais **le vrai enjeu de** (*lo que de verdad se jugaba en*) cette campagne consistait dans l'élection au poste de vice-présidente de son épouse, Rosario Murillo, « **devenue** –*que se ha convertido en-* la **figure de proue** –*figura principal/ destacada* », très populaire auprès des femmes et des pauvres. Derrière la figure **déclinante** –*en declive-* de Daniel Ortega, qui **fêtera ses 71 ans** (*cumplirá 71 años*) le 11 novembre, Rosario Murillo, 65 ans, offre une image de femme excentrique et omniprésente. **Surnommée** (*apodada*) « la Chamuca » (« la diablesse »), **c'est elle qui tire les ficelles du pays** (*formule emphatique : es ella quien/la que maneja el tinglado del país*).

Segunda ilustración : la **controvertida** (*controversée*) voluntad de enmendar (ammender) la Constitución paraguayana para permitir la reelección presidencial

Un muerto y 200 detenidos en los disturbios por la reelección presidencial en Paraguay

Elmundo.es, 01/04/2017

El presidente del Partido Liberal Radical Auténtico (PLRA), Efraín Alegre, ha informado de que un joven murió tras recibir disparos de la policía en la sede del Partido en Asunción, **adonde acudió** durante los **disturbios** (*troubles*) tras las **protestas** contra la reelección presidencial en Paraguay. Los incidentes **se saldaron** con 211 detenidos.

Alegre declaró que la Policía entró "de forma bárbara" en el local del partido y disparó contra los manifestantes, **algunos de los cuales resultaron** **heridos de gravedad** (*gravement blessés*).

La **tensión política** que se vive en Paraguay explotó con la toma del Congreso por un grupo de manifestantes que **protestaba contra el proyecto de reforma constitucional impulsado por el presidente Horacio Cartes, con la intención de optar a un nuevo mandato**.

A última hora de la tarde los manifestantes **lograron** acceder al interior del Congreso, donde **un grupo de 25 senadores acababa de (venir de) aprobar la reforma constitucional para permitir la reelección presidencial**.

Cartes, un ex empresario conservador, se ha aliado en su aventura política con el ex presidente izquierdista Fernando Lugo, quien fue **depuesto** (*deponer : renverser, évincer*) por el Parlamento en 2012. El ex **obispo** (*prêtre*) figura en primer lugar en todas las encuestas electorales. Paraguay celebrará **comicios** presidenciales en 2018.

Según el testimonio de varios periodistas locales, el grupo de manifestantes irrumpió en el Congreso causando destrozos **sin que** la policía **podiera impedir** su **ingreso** (*entrada*) **pese a disparar** (*tirer*) balas de goma.

La crisis política coincide con una cumbre del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) que reúne a delegados de varios países.

Cuando llegó al poder en 2013, Cartes, un ex empresario cafetalero, aseguró que respetaría la Constitución y no impulsaría reforma alguna para optar a una reelección. Aprobada en 1992, **la Carta Magna estipula que el cargo de presidente de la**

República es "improrrogable". Cuatro años después, senadores del oficialista Partido Colorado y del Frente Guasú de Lugo sellaron un pacto para **sacar adelante** (faire aboutir, mener) un proyecto de reforma constitucional que, tras su aprobación parlamentaria, **deberá ser sometido** (*devra être soumis –obligation+ voix passive*) a un referéndum. Algunos legisladores del Partido Colorado se han manifestado en contra de ese pacto entre conservadores e izquierdistas, que han unido fuerzas para modificar reglamentos internos del Senado para sacar adelante su iniciativa.

Au Paraguay, un amendement provoque des scènes de violence et la mort d'un jeune opposant

Le Monde.fr | 01.04.2017 (fragmento)

Projet controversé d'amendement (*enmienda*) **constitutionnel**

Les affrontements ont éclaté après l'adoption de la réforme constitutionnelle au Sénat, mais le vote à la Chambre des députés, prévu samedi, a été reporté en raison des violences.

Après la dictature du général Stroessner (de 1954 à 1989), la Constitution de 1992 avait tranché contre toute possibilité de réélection. La disposition visait à protéger le Paraguay d'une tentative d'un président de se cramponner au pouvoir.

Tercera ilustración : la polémica victoria del candidato socialista oficialista Lenin Moreno (sucesor del presidente actual Rafael Correa) en la elección presidencial de Ecuador, este mes de abril de 2017

Equateur : un nouveau président dans la continuité (fragmento)

Courrierinternational, 03/04/2017 (source : el comercio, Quito)

La **très courte majorité** (*estrecha mayoría*) qui semble s'élever des urnes en faveur du candidat de gauche "révèle un pays **divisé** (*dividido*) qui nécessitera du **chef de l'État** (*mandatario*) une grande **capacité à** (capacidad para) dialoguer afin d'affronter les défis qui nous attendent", écrit un éditorialiste du quotidien. "À commencer par celui de l'économie". Depuis 2014, face notamment à la chute des prix du pétrole dont il est exportateur, l'Équateur s'est lourdement **endetté** (*endeudarse*) pour maintenir à flot ses programmes sociaux et de santé, et son produit intérieur brut (PIB) devrait reculer de 2,7 % cette année, selon le FMI.

L'Amérique Latine face à la démocratie

« Revue de Presse Internationale », France Culture, 03/04/2017

Audio de 5mn (<https://www.franceculture.fr/emissions/revue-de-presse-internationale/lamerique-latine-face-la-democratie>)

Script ci-dessous

Parfois les sondages se trompent de peu, ils avaient annoncé un 50 / 50 pour le deuxième tour et ce n'est pas tombé loin.

Oui en Equateur, il y avait des élections ce dimanche pour désigner le successeur de Rafael Corréa. Les résultats ce matin donnent un **léger avantage au socialiste Lenin Moreno, candidat du parti au pouvoir avec 51%** sur son adversaire, l'ex banquier Guillermo Lasso qui lui affichait 49% des suffrages. Un résultat d'autant plus serré que le candidat malheureux a d'ores et déjà dénoncé **la fraude** (*el fraude*) et s'est dit **prêt à** (*estar dispuesto a*) **contester** (*discutir*) le résultat.

Il faut dire que le président Correa n'a pas ménagé sa peine (*no escatimar esfuerzos*) **pendant cette campagne électorale**. Alors que lui même avait été élu par deux fois dès le premier tour, sa succession s'annonçant la plus serrée de la décade, il aurait comme le rapporte le Wall Street Journal mis les bouchées double pour **convaincre les électeurs de choisir le socialisme et ne pas céder au virage à droite, virage déjà observé dans les pays voisins**. "**Il a été très actif dans la campagne** " remarque un professeur de sciences politiques de l'université de Quito relatant les récentes **inaugurations** (*inauguraciones*) d'hôpitaux, d'écoles et **d'ouvrages** (*obras*) **en tous genres** (*de todo tipo*)" les gens croient qu'en élisant le candidat de Correa, ils continueront a **bénéficier de** (*beneficiarse de*) nouvelles aides et **d'infrastructures** (*infraestructuras*), ce que nous pourrions qualifier de politique clientéliste" assure t-il. Trois jours avant le vote le gouvernement a ouvert 4 nouveaux centres de santé dans 4 provinces, pendant que le président Correa **coupait le ruban** (*cortar la cinta*) lors de la cérémonie d'inauguration du nouvel **hôpital** (*el hospital*) de la grande ville côtière de Guayaquil, la ville natale de son opposant , un évènement couvert en direct par la chaîne de télévision nationale. Une semaine avant, il avait inauguré 34 écoles et attribué 40 logements aux officiers de police et leur famille dans la cadre du plan révolution citoyenne. Cette semaine a vraiment été une semaine de rêve" déclarait Correa dans les interviews à la télévision posant devant les nouvelles infrastructures " la révolution ne s'arrêtera pas " déclarait il à la population.

De son côté Guillermo Lasso, la candidat conservateur qui séduisait la classes moyennes affectées par la crise du à la chute des cours du pétrole n'aurait pas eu les mêmes faveurs médiatiques, toujours selon le Wall Street journal rapportant les attaques du public lors d'un match de foot lui lançant des pierres l'accusant de s'être enrichi pendant la crise financière de 1999 alors qu'il était ministre de l'économie. Guillermo Lasso aura eu beau inviter la crise du Venezuela dans la campagne et le spectre d'un coup d'état, ses arguments auraient échoué à convaincre l'électorat , mais de peu...

Le Venezuela où la démocratie menace de s'effondrer titre le New York Times...

Quand Hugo Chavez a pris le pouvoir au Venezuela il y a 20 ans, **il était supposé sauver** (*se suponía que iba a salvar*) la démocratie et aujourd'hui il est en train de la faire exploser" assure le correspondant du New York Times relatant les derniers événements survenus ce week end. La Cour suprême vénézuélienne a renoncé à s'attribuer les pouvoirs du Parlement et à conférer des prérogatives élargies au président Nicolas Maduro, qui a paru **reculer** (*retroceder, dar marcha atrás*) face aux pressions internationales. Ce recul est intervenu après un Conseil de défense réunissant des représentants des principales institutions du pays, convoqué par M. Maduro, qui s'est fait conciliant face à ce qu'il a lui-même qualifié "d'impasse" dans la crise politique que traverse le Venezuela.... Le président a offert de renouer le dialogue avec la coalition d'opposition de centre droit, la Table de l'unité démocratique (MUD), suspendu depuis décembre.

Le camp (*el bando*) de Maduro est engagé dans un bras de fer (*un pulso*) avec l'opposition antichaviste depuis qu'elle a largement (*ampliamente, con creces*) remporté les législatives de décembre 2015. Le Parlement, dominé depuis décembre 2015 par l'opposition de centre droit au président socialiste, a déclaré que ce recul était insuffisant, estimant que se poursuivait un "coup d'Etat" voulu par Mr Maduro pour renforcer son pouvoir.

Et les prisons se remplissent (*llenarse*) d'opposants politiques rapporte le New York Times. Pour Braulio Jatar, ce devait être le scoop de l'année, ce journaliste d'un site d'information vénézuélien avait filmé le président poursuivi par une foule en colère criant de faim. Dans la nuit les forces de l'ordre sont venues l'arrêter et ont confisqué tout son matériel raconte son épouse et depuis je suis toujours sans nouvelles, il aurait été emprisonné. Au moins 114 opposants seraient aujourd'hui derrière les barreaux (*estarían entre rejas/ estarían encarcelados*) selon les organisations des Droits de l'Homme, près de 7000 d'autres y auraient été placés depuis 2013 par Maduro rapporte le journal.

Cuarta ilustración : los giros (*rebondissements*) en Venezuela, la democracia debilitada

Chronologie des derniers rebondissements la crise politique:

-30 mars 2017 : la Cour Suprême s'est octroyé le pouvoir législatif, c'est-à-dire la faculté d'assumer temporairement la tâche législative à la place du Parlement. Celui-ci est majoritairement dans l'opposition au chavisme depuis fin 2015, et que dont le chavisme, qui dirige l'appareil politique en connivence étroite avec le pouvoir judiciaire, essaie de limiter le pouvoir depuis lors).

-01 avril 2017 : recul de la Cour Suprême : annulation de cette prérogative législative et annonce de la part de Maduro de renouer le dialogue avec l'opposition pour sortir de l'impasse politique. Ce recul est sans doute le fruit de la pression internationale et des voix discordantes d'une partie des chavistes, qui condamnent e plus en plus ouvertement l'escalade autoritaire du régime.

Venezuela : le Parlement, bastion de l'opposition, privé de ses pouvoirs par la Cour suprême

Le Monde.fr | 30.03.2017

Les juges de la Cour suprême ont fait savoir, jeudi, qu'ils assumeraient les fonctions de l'Assemblée nationale, s'octroyant le droit d'édicter des lois. Le président du Parlement dénonce un « coup d'Etat ».

La Cour suprême du Venezuela, accusée par l'opposition de servir le pouvoir en place, s'est octroyé, jeudi 30 mars, les attributions du Parlement, le bastion (*el baluarte, el reducto*) des opposants (*depuis leur élection majoritaire à l'Assemblée fin 2015*).

La Cour annulait systématiquement déjà depuis des mois toutes les décisions de l'Assemblée nationale, au motif que trois députés d'opposition accusés de fraude électorale y ont prêté serment à la fin de 2015.

Le président du Parlement, Julio Borges, a accusé le président Nicolas Maduro de « coup d'Etat » à l'annonce de cette décision de la Cour suprême de s'octroyer le droit d'édicter des lois.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, a lui aussi dénoncé « un coup d'Etat auto-infligé » au Venezuela. Pour l'organisation régionale établie à Washington, et qui rassemble les pays du continent américain, cette décision est l'un « des derniers coups par lesquels le régime bouleverse l'ordre constitutionnel du pays et met fin à la démocratie ».

L'opposition cherche depuis des mois à obtenir la révocation du successeur de Hugo Chavez, qu'elle accuse d'incompétence et de tendances dictatoriales. Malgré ses efforts, un référendum révocatoire n'a pu être organisé l'an dernier.

La décision de la Cour suprême traduit une escalade supplémentaire dans la crise politique qui agite ce pays pétrolier depuis la large victoire de l'opposition antichaviste (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013) aux élections législatives à la fin de 2015, pour la première fois en dix-sept ans.

Le pays, **parmi** (*entre*) les plus violents au monde, **est** également **frappé** –*estar golpeado por*- par une **pénurie** –*escasez*- qui concerne 68 % des produits de base, et l'inflation y est devenue **incontrôlable** –*incontrolable*- (1 660 % à la fin de 2017, prédit le Fonds monétaire international).

El Tribunal Supremo de Venezuela da marcha atrás y devuelve (*rend*) al Parlamento sus poderes

ALFREDO MEZA, Caracas 1 ABR 2017 , el pais.com (fragmento)

El Tribunal Supremo de Justicia de Venezuela **ha** rectificado este sábado y **devuelto** (*a rendu*) a la Asamblea Nacional, de mayoría opositora, sus poderes, según ha anunciado el propio tribunal en su página web, informa la agencia France Presse.

Un retroceso (*recol*) que no será gratuito para Maduro

Marcelo Cantelmi, clarin.com, 01/04/2017

El **atronador** (*retentissant*) retroceso de Nicolás Maduro no será gratuito. [...] El zigzagueo exhibió **tanto** el **alcance** (*portée*) de las tensiones internas en **la cúpula del poder** (*les dirigeants/ le sommet du pouvoir*) **como** la debilidad del régimen. Esa fragmentación **se evidenció** (*se manifester*) en toda su profundidad el viernes cuando la **fiscal** –*procureur*- general, Luisa Ortega, una connotada chavista, comprometida incluso con la persecución de la disidencia y autora de la acción contra el preso político Leopoldo López, repudió **por** “inconstitucional” la medida contra el Parlamento (*a condamné la mesure contre le Parlement, la jugeant anticonstitutionnelle*).

Es claro que esta funcionaria, integrante de lo que podría constituir una línea “moderada” dentro del régimen, no actuó sola, sino que reflejó con su crítica el **disgusto** (*mécontentement*) de **un ala** (*Mot féminin mais UN/EL ala car accent tonique sur le « a » du début du mot= une aile, une frange*) en el poder bolivariano.

Pesaron más aspectos. Los aliados regionales de Caracas, con la excepción de Bolivia, se quedaron callados **eludiendo** (*éviter*) un **respaldo** (*soutien*) a Maduro o directamente elevaron **quejas** (*plaintes*) **siquiera cautas** como en el caso del Ecuador de Rafael Correa. Pero lo que más sorprendió fue el silencio de Cubacubana, el mayor socio político de Venezuela. Para el castrismo la deriva autoritaria de sus primos chavistas es un desafío para el proyecto de reconstrucción con **apertura** económica que **ha venido labrando** (*qu'il a forgé/ venir + gérondif indique une connotation de fréquence, d'insistance*) con Estados Unidos. Duranre el **auge** (*apogée*) petrolero, Caracas le **entregaba** (*remettre*) cien mil barriles de petróleo **diarios** (*quotidiens*) a La Habana que en parte usaba y el resto comercializaba. El año pasado esa cuota cayó a la mitad y últimamente **se tornó** (*devenir*) aún más magra debido a la crisis económica terminal del modelo chavista. [...] **Marchar en defensa de** (*prendre la défense de*) su histórico **aliado** (*allié*) con la retórica antiimperialista previsible sería alimento para los halcones norteamericanos que están decididos a **desbaratar** (*faire avorter, fragiliser*) ese acuerdo. La llegada de Donald Trump a la Casa Blanca impone la necesidad de una **diplomacia de contención** (*diplomatie mesurée*).

Venezuela, vers un système dictatorial ? (audio de 10mn)

« Les enjeux internationaux », France Culture, 03/04/2017

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/union-europeenne-londres-et-bruxelles-durant-les-negociations>

Il y a **sur la même page une excellente vidéo de 12mn intitulée « les problèmes du Venezuela »**, dans une rubrique intitulée « Les Dessous des cartes ». Vous êtes invités à la regarder pour comprendre les fondements en politique intérieure et extérieure de la Révolution Bolivarienne instituée par le défunt Hugo Chávez et les difficultés sociales et économiques qui fragilisent la démocratie sous l'actuel président Nicolás Maduro.